



SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. La Chambre des représentants crée une commission spéciale sur la compétition avec la Chine
2. Le Républicain Jason Smith devient le nouveau président de la Commission des voies et moyens de la Chambre des représentants
3. Un panel donne raison au Canada et au Mexique face aux États-Unis dans leur différend commercial portant sur les règles d'origine applicables aux véhicules automobiles

Climat – énergie – environnement

4. Les chefs d'État nord-américains souhaitent accélérer leur coopération sur le climat, l'énergie et l'écologie
5. L'US EIA prévoit une baisse des prix du pétrole pour 2023 et 2024, soumise à trois facteurs d'incertitude
6. L'industrie pétrolière poursuit la ville de Los Angeles en justice pour empêcher l'interdiction définitive des forages pétroliers

Transport et infrastructure

7. Les États-Unis publient leur tout premier plan national de décarbonation des transports

Industrie

8. Les pays d'Amérique du Nord s'accordent pour organiser un forum trilatéral sur les semi-conducteurs

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. L'USDA donne pour la première fois son feu vert pour la vaccination des abeilles

Numérique et innovation

10. Epic Games consent à payer 520 M\$ pour des allégations de violation de la vie privée des enfants et de pratiques de facturation trompeuses
11. La FTC a annoncé vouloir bloquer l'acquisition d'Activision Blizzard par Microsoft
12. Le CES 2023 offre des perspectives sur la politique numérique américaine
13. Les écoles publiques de Seattle entament une action en justice contre les Big Tech, accusés d'être responsables des dommages causés par les médias sociaux aux élèves

[Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, ici.](#)

Commerce et sanctions

1. La Chambre des représentants crée une commission spéciale sur la compétition avec la Chine

La Chambre des représentants a [voté](#) mardi 10 janvier (365-65) la création d'une commission spéciale « *sur la compétition stratégique entre les États-Unis et le Parti Communiste Chinois (PCC)* ». La commission, présidée par le Républicain Mike Gallagher (Wisconsin), sera composée au maximum de 16 membres (9 Républicains et 7 Démocrates). Les 65 votes « contre » sont tous issus des rangs démocrates et traduisent selon le Démocrate Jim McGovern (Massachusetts) la crainte d'un usage « *démagogue* » de cette commission par les Républicains.

Cette commission n'aura pas de pouvoir législatif mais se voit dotée d'un pouvoir d'enquête et de recommandations face à l'évolution de la politique « *économique, technologique et sécuritaire* » du PCC et sa « *compétition avec les États-Unis* ». La commission pourra, à sa discrétion, organiser des auditions publiques pour mener son enquête et devra rendre aux commissions permanentes de la Chambre ses recommandations d'ici le 31 décembre 2023, avant de publier son rapport final au plus tard le 31 décembre 2024.

Le président de la Chambre, le républicain Kevin McCarthy (Californie), a [salué](#) l'établissement de cette commission qui aidera les États-Unis à « *gagner la compétition économique* » face à la Chine.

2. Le Républicain Jason Smith devient le nouveau président de la Commission des voies et moyens de la Chambre des représentants

Le représentant républicain Jason Smith (Missouri) a été [élu](#) le 9 janvier à la tête de la Commission des voies et moyens de la Chambre des représentants, face à Vern Buchanan (Floride) et Adrian Smith (Nebraska). Cette commission, la plus ancienne du Congrès, est notamment compétente en matière de fiscalité et de politique commerciale.

Dans un communiqué, J. Smith a [indiqué](#) vouloir utiliser les politiques commerciale et fiscale pour renforcer et relocaliser les chaînes de valeur aux États-Unis et réduire la dépendance des États-Unis vis-à-vis de la Chine. En novembre dernier, il avait notamment critiqué le refus du Président Biden de négocier de nouveaux accords de libre-échange et de demander le renouvellement de la « *Trade Promotion Authority* », expirée depuis 2021 et par laquelle le Congrès délègue à l'Administration la compétence de négocier des accords commerciaux préférentiels avec des pays tiers dans le cadre d'objectifs fixés par les deux chambres.

3. Un panel donne raison au Canada et au Mexique face aux États-Unis dans leur différend commercial portant sur les règles d'origine des produits automobiles

Le groupe spécial de règlement des différends mis en place dans le cadre de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA) a rendu public, le 11 janvier, une décision défavorable aux États-Unis dans l'affaire les opposant au Mexique et au Canada sur l'application des règles d'origine applicables au secteur automobile prévus par cet accord.

Le rapport final a tranché que l'interprétation restrictive de ces règles par les États-Unis était incompatible avec les dispositions de l'USMCA, qui prévoit que les véhicules et certaines pièces essentielles – telles que le moteur, la transmission et le système de direction du véhicule – soient fabriquées à au moins 75 % au Canada, au Mexique ou aux États-Unis pour pouvoir bénéficier d'une exemption de droits de douane américains.

Le porte-parole de la Représentation américaine au commerce (USTR) a [qualifié](#) à cette décision de « *décevante* » et précisé que les États-Unis allaient désormais entamer des discussions avec le Mexique et le Canada sur une « *possible résolution de ce différend* ». La décision de ce panel intervient alors que le Président Biden, le Président Lopez Obrador et le Premier Ministre Trudeau se sont [réunis](#) le 10 janvier à Mexico pour le « *Sommet des Trois Amis* », qui constituait la première visite du Président Biden au Mexique (voir [article « Industrie » infra](#)).

Brèves

- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 5 janvier quatre individus et deux entités faisant partie d'un réseau financier facilitant les recrutements et les transferts financiers de l'État Islamique vers et depuis l'Irak et la Syrie. Ces désignations ont été effectuées conjointement avec la Turquie.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 6 janvier des entités et individus iraniens fournissant des drones utilisés contre des infrastructures civiles en Ukraine.
- Les États-Unis et le Japon ont [signé](#) le 6 janvier un Mémoire de coopération mettant en place un groupe de travail sur la lutte contre le travail forcé.
- Doug McKalip, nouveau négociateur en chef pour l'agriculture de l'USTR (Bureau de la Représentation américaine au Commerce) a [prêté](#) serment le 9 janvier après la confirmation par le Sénat de sa nomination fin décembre.
- Les États-Unis et l'Inde ont [tenu](#) le 11 janvier à Washington la 13^e réunion du « *Trade Policy*

Forum» entre les deux pays, relancé en novembre 2021. Le communiqué final [met en avant](#) les discussions sur de «*potentielles réductions tarifaires ciblées*», l'intérêt de l'Inde

à la restauration du Système de préférences généralisées (SPG) américain pour son économie et le soutien des deux pays aux discussions sur le Cadre économique pour l'Indopacifique (IPEF).

Climat- Énergie - Environnement

4. Les chefs d'État nord-américains souhaitent accélérer leur coopération sur le climat, l'énergie et l'écologie

Les chefs d'État du Mexique, du Canada et des États-Unis se sont réunis le 10 janvier pour le 10^e sommet des leaders nord-américains (NALS). Depuis Mexico, les États-Unis, le Canada et le Mexique ont [affirmé](#) la nécessité de prendre des mesures rapides et coordonnées pour lutter contre la crise climatique et faire face à ses conséquences. Ils ont également rappelé leur engagement à protéger la biodiversité, à lutter contre la déforestation et œuvrer pour conserver 30 % des terres et des eaux de la planète d'ici 2030.

Dans ce contexte, les trois États ont décidé d'entamer un processus afin d'aligner leurs approches relatives à l'estimation du coût social des émissions de gaz à effet de serre. Ils ont également décidé d'étudier des normes qui permettraient de faire de l'hydrogène une source régionale d'énergie propre.

Les trois pays indiquent en outre vouloir forger des chaînes d'approvisionnement régionales plus solides et promouvoir des investissements ciblés dans les industries clés pour l'avenir, telles que les batteries de véhicules électriques. Ils ont décidé d'organiser des dialogues entre les secteurs public et privé et dresseront la carte des chaînes d'approvisionnement.

Les résultats du sommets [indiquent](#) les actions qui doivent être engagées :

- Étendre la cartographie des ressources en minerais critiques de l'Amérique du Nord. Les services géologiques de chaque pays organiseront un atelier trilatéral pour partager les données et faciliter la coopération.
- Développer un marché nord-américain de l'hydrogène propre, y compris via une coopération en matière de recherche et de développement, de codes et de normes de sécurité, de grappes d'hydrogène transfrontalières.
- Réduire les émissions de méthane provenant du secteur des déchets solides et des eaux usées d'au moins 15 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2020.
- S'engager dans une coopération trilatérale afin de respecter l'engagement commun de

conserver 30 % de la superficie terrestre et océanique mondiale d'ici 2030.

5. L'US EIA prévoit une baisse des prix du pétrole pour 2023 et 2024, soumise à trois facteurs d'incertitude

Selon ses dernières perspectives, l'US Energy Information Administration (US EIA) [prévoit](#) que les prix du pétrole brut baisseront en 2023 et 2024.

Les projections de l'US EIA estiment que le Brent sera en moyenne à 83 \$/baril en 2023 et de 78 \$/baril en 2024, en baisse par rapport à 101 \$/baril en 2022.

Elles prévoient en outre que les prix au détail de l'essence et du diesel diminueront en 2023 et 2024, après avoir atteint des sommets au cours du premier semestre de 2022. Aux États-Unis, les prix au détail de l'essence s'élèveraient ainsi en moyenne à 3,32 \$/gallon (soit 0,86 \$/L) en 2023 et à 3,09 \$/gal (0,80 \$/L) en 2024, contre 3,96 \$/gal (1,03 \$/L) en 2022.

L'US EIA indique que trois facteurs clés pourraient affecter de manière significative ses perspectives : la capacité de la Russie à exporter des produits pétroliers, la capacité de plusieurs pays non-OPEP à augmenter leur production de pétrole et la demande de la Chine au regard de la levée des restrictions liées au COVID.

La Russie a produit environ 11 % du pétrole mondial en 2022 et sa capacité à approvisionner les marchés pétroliers mondiaux est l'une des plus grandes sources d'incertitude dans les prévisions de l'US EIA. Selon cette administration, la prochaine interdiction par l'UE des importations maritimes de produits pétroliers raffinés en provenance de Russie, le 5 février, pourrait être plus perturbatrice que l'interdiction par l'UE des importations maritimes de pétrole brut le 5 décembre 2022. L'US EIA indique considérer l'hypothèse que la Russie sera en mesure de réacheminer une partie de ses exportations soumises aux sanctions de l'UE, mais que toutes ses exportations de produits raffinés ne trouveront pas de nouvelles destinations, faute de navires disponibles.

Par ailleurs, l'US EIA note que les efforts de la Chine pour réduire la propagation du COVID-19 en 2022 ont entraîné des restrictions de mobilité, un ralentissement économique et une baisse de la

consommation de pétrole. Aussi, l'administration américaine indique que le rythme et l'ampleur de l'assouplissement de ces restrictions de mobilité en Chine engendrent un degré d'incertitude considérable pour les marchés pétroliers mondiaux. La Chine représentait environ 15 % de la consommation mondiale de pétrole en 2022.

6. L'industrie pétrolière poursuit la ville de Los Angeles en justice pour empêcher l'interdiction définitive des forages pétroliers

Warren Resources, une compagnie pétrolière ayant des activités de forage dans le périmètre de Los Angeles, a intenté mardi 10 janvier une action en justice contre la ville pour obtenir l'annulation d'une toute récente loi prévoyant l'arrêt de la production pétrolière. L'entreprise défend que celle-ci constitue une violation (i) de la loi californienne sur la qualité de l'environnement, la ville n'ayant selon eux pas réalisé l'étude environnementale requise sur les effets de l'arrêt de l'extraction pétrolière, (ii) du plan général de la ville, (iii) de la constitution de l'État et (iv) de la constitution fédérale. La compagnie soutient que la loi forcerait l'arrêt de ses activités, qui sont situées uniquement dans la région de Los Angeles. En effet, en décembre, la ville a [voté](#) l'interdiction

immédiate de toute nouvelle extraction et la fermeture des exploitations existantes passé un délai d'amortissement des investissements de 20 ans. Cette loi constitue l'une des politiques environnementales les plus strictes adoptées jusqu'à présent dans l'État de Californie, qui n'a jamais pu faire voter une telle interdiction au niveau de l'État malgré l'élection d'un gouverneur très pro développement durable. Los Angeles, qui a bâti une partie de sa prospérité sur l'or noir, compte encore 26 champs pétroliers et gaziers et plus de 5 000 puits dans des zones telles que Wilmington, Harbor Gateway, le centre-ville, West LA, South LA et le nord-ouest de la vallée de San Fernando. D'autres sociétés pétrolières ont déposé le 10 janvier une plainte similaire.

Brèves

- Face à un déficit budgétaire prévu de 22,5 Md\$ pour le prochain exercice, le gouverneur de la Californie, Gavin Newsom, [propose](#) des coupes dans les programmes de lutte contre le changement climatique. Le budget de la Californie passerait de 308 Md\$ de dépenses à 297 Md\$ pour le prochain exercice sachant que le gouverneur s'est engagé à trouver des financements fédéraux de substitution pour compenser certaines coupes budgétaires.

Transport et Infrastructure

7. Les États-Unis publient leur tout premier plan national de décarbonation des transports

Le gouvernement fédéral a [dévoilé](#) le 10 janvier le tout premier [plan américain de décarbonation des transports](#). Selon l'administration, ce plan à vocation systémique doit permettre, dans un effort inter-gouvernemental et avec l'appui des investissements exceptionnels prévus par les lois IIJA et IRA, d'atteindre les objectifs fixés par le président Biden de disposer d'un réseau électrique sûr et 100 % propre d'ici 2035 et de parvenir à une économie à zéro émission nette de carbone d'ici 2050.

Élaboré conjointement par les Départements de l'Énergie (DOE), des Transports (DOT), du Logement et du développement urbain (HUD) et par l'Agence de protection de l'environnement (EPA), ce document-cadre établit cinq principes directeurs transversaux en matière d'élaboration des réglementations futures, de R&D, de démonstration et de déploiement par les acteurs tant publics que privés: (1) la mise en œuvre d'actions ambitieuses pour atteindre des résultats

mesurables; (2) l'intégration de solutions créatives dans tout le système de transport; (3) la garantie de la sécurité, de l'équité et de l'accessibilité; (4) le renforcement des approches collaboratives; (5) l'instauration du leadership américain.

Il énonce également trois leviers d'action stratégique pour la décarbonation: (1) l'amélioration de la conception et de l'aménagement des espaces à l'échelle locale pour faciliter la mobilité de proximité au quotidien et améliorer la qualité de vie des habitants; (2) l'amélioration de la performance des transports publics et de l'efficacité des véhicules; (3) le déploiement de véhicules et de carburants à zéro émission dans tous les modes de transport.

Ce dernier axe est souligné comme étant le principal facteur de réduction des émissions au plan quantitatif. À ce titre, le plan met en avant trois options technologiques majeures – batteries électriques, hydrogène et carburants liquides durables – en livrant pour chacune d'entre elles une estimation du potentiel de réduction attendu, dans quels sous-secteurs et à quelle échéance, ainsi que les domaines de R&D à prioriser.

Ce plan global sera suivi de la publication ultérieure de déclinaisons sectorielles détaillant comment chaque agence entend le mettre en œuvre avec ses partenaires tels que les États fédérés, les

gouvernements locaux, les organisations non gouvernementales, les entreprises privées et les partenaires internationaux.

Industrie

8. Les pays d'Amérique du Nord s'accordent pour organiser un forum trilatéral sur les semiconducteurs

Les États-Unis, le Mexique et le Canada, dont les chefs d'État sont réunis à Mexico pour un sommet trilatéral, ont annoncé vouloir organiser en 2023 un forum nord-américain dédié aux semiconducteurs pour accroître les investissements dans toute la chaîne de valeur du secteur et améliorer la coordination entre les trois pays. L'objectif est de relocaliser en Amérique du Nord la chaîne de valeur de production des semiconducteurs au détriment de l'Asie dans un objectif de sécurité stratégique. Le Mexique et le Canada souhaiteraient en outre

bénéficier indirectement des retombées des financements du CHIPS Act des États-Unis, qui prévoit 52 Md\$ de subventions pour l'industrie des semiconducteurs.

Le Président Biden a par ailleurs encouragé son homologue mexicain à mettre en place de nouvelles politiques afin de capitaliser sur la politique américaine de relocalisation de la production de semiconducteurs, en favorisant l'approvisionnement en puces électroniques fabriquées aux États-Unis plutôt qu'en Asie.

Cette volonté de relocalisation de l'Asie vers l'Amérique du Nord devrait également concerner les minerais critiques.

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. L'USDA donne pour la première fois son feu vert pour la vaccination des abeilles

Selon [CNN](#), l'USDA a accordé, le 29 décembre, une autorisation de vaccination des abeilles contre la [loque américaine](#) pour une durée de deux ans. Développé par l'entreprise de biotechnologie [Dalan Animal Health](#), ce vaccin inactivé de la bactérie *Paenibacillus larvae* devrait être commercialisé aux États-Unis dès cette année à un groupe limité d'apiculteurs. Les insectes étant dépourvus d'anticorps, il s'agit d'une avancée majeure dans le traitement de la loque, particulièrement ravageuse chez les jeunes larves et traditionnellement contrôlée par des antibiotiques et par la destruction des ruches infectées. L'immunisation des abeilles se fait par l'injection du vaccin dans la nourriture des abeilles ouvrières qui participent à la production de gelée royale, ingérée par la reine. Cette dernière transmet alors à son tour des fragments du vaccin aux larves. La commercialisation du vaccin apparaît d'autant plus urgente qu'une récente [étude](#) a estimé à 39 %

les pertes de colonies d'abeilles domestiques aux États-Unis d'avril 2021 à avril 2022. L'étude souligne ainsi la forte pression à laquelle les apiculteurs font face pour compenser ces pertes par la création de nouvelles colonies.

Brèves

- Selon les [données](#) publiées par le service de recherche économique de l'USDA, le 11 janvier, les vagues épizootiques d'influenza aviaire ont significativement affecté la production d'œufs aux États-Unis et, de façon mécanique, leur prix, notamment en période de fêtes de fin d'année où la demande est la plus forte. Les stocks d'œufs ont en effet été 29 % inférieurs durant la dernière semaine de décembre à ceux du début de l'année 2022. Le prix moyen des œufs payé par les distributeurs aux producteurs a également bondi de 267 % lors de la semaine de Noël par rapport au début de l'année, passant d'environ 2 \$ à plus de 5 \$ la douzaine d'œufs.

Numérique et Innovation

10. Epic Games consent à payer 520 M\$ pour des allégations de violation de la vie privée des enfants et de pratiques de facturation trompeuses

Le 19 décembre, la *Federal Trade Commission* (FTC) a [annoncé](#) avoir trouvé deux accords à l'amiable prévoyant le versement par Epic Games, le créateur du populaire jeu vidéo Fortnite, d'un total de 520 M\$ au titre (i) de la violation du *Children's Online Privacy Protection Act* (COPPA) – loi passée en 1998 par le Congrès pour protéger les données personnelles des enfants en ligne – et (ii) de la mise en œuvre d'astuces de conception, connues sous le nom de « *dark patterns* », visant à favoriser des achats involontaires.

L'action de la FTC contre Epic Games s'est traduite par deux accords à l'amiable distincts. Le premier prévoit une pénalité financière de 275 M\$ pour la violation de dispositions de la loi COPPA telle qu'interprétée par la FTC dans sa « *COPPA Rule* », un règlement d'application de la loi COPPA adopté en 2000 par la FTC et mis à jour en 2013. Il s'agit de la plus grande pénalité jamais versée pour la violation d'une règle de la FTC. Cette pénalité est le résultat d'allégations selon lesquelles Epic Games aurait collecté des informations personnelles d'enfants de moins de 13 ans jouant à Fortnite, sans en informer leurs parents ou obtenir leur consentement vérifiable. De plus, Epic Games aurait activé par défaut les communications vocales et textuelles en temps réel pour les enfants et les adolescents, les mettant en risque d'être harcelés ou menacés et les exposant potentiellement à des contenus dangereux et psychologiquement nocifs. Pour résoudre ces problèmes, le règlement amiable exige qu'Epic Games adopte des paramètres de confidentialité solides pour les enfants et les adolescents, désactivant par défaut les communications vocales et textuelles. Il s'agit d'une disposition sans précédent dans un accord à l'amiable de la FTC, qui démontre l'engagement de l'agence à protéger la vie privée des jeunes en ligne.

Dans un règlement amiable distinct, Epic Games paiera 245 M\$ pour rembourser les consommateurs pour ses pratiques de facturation. La FTC a allégué qu'Epic Games aurait utilisé des astuces de conception pour tromper les utilisateurs de Fortnite, y compris les adolescents et les enfants, afin de les amener à effectuer des achats involontaires.

11. La FTC a annoncé vouloir bloquer l'acquisition d'Activision Blizzard par Microsoft

Le 8 décembre, la *Federal Trade Commission* (FTC) a [annoncé](#) vouloir bloquer l'acquisition par Microsoft du développeur de jeux vidéo Activision Blizzard. La FTC allègue que l'accord de rachat pour 69 Md\$, qui serait le plus important jamais réalisé dans l'industrie du jeu vidéo, permettrait à Microsoft d'interdire l'accès de ses concurrents aux collections de jeux d'Activision Blizzard. L'agence a souligné le bilan de Microsoft en matière d'acquisition et d'utilisation de contenus de jeux à succès pour supprimer la concurrence des consoles rivales, y compris son acquisition de ZeniMax. Microsoft avait en effet converti plusieurs titres de ZeniMax en exclusivités Microsoft, malgré les garanties qu'il avait exprimées aux autorités de concurrence européennes.

Activision produit certains des titres de jeux vidéo les plus emblématiques et les plus populaires au monde, notamment « *Call of Duty* », « *World of Warcraft* », « *Diablo* » et « *Overwatch* », et compte des millions d'utilisateurs actifs par mois dans le monde. Il a actuellement pour stratégie de proposer ses jeux sur de nombreux appareils, y compris des consoles de jeux vidéo, des PC et des appareils mobiles, quel que soit le producteur. La FTC considère que cette politique est susceptible d'être modifiée si l'accord d'acquisition est autorisé. D'après la FTC, avec le contrôle des franchises à succès d'Activision, Microsoft aurait à la fois les moyens de nuire à la concurrence en (i) manipulant les prix d'Activision, (ii) dégradant la qualité des jeux d'Activision ou l'expérience des joueurs sur les consoles et les services de jeux concurrents, (iii) modifiant les conditions d'accès au contenu d'Activision, ou (iv) retirant entièrement du contenu des concurrents, ce qui causerait un préjudice aux consommateurs. Cette annonce de la FTC ne constitue pas une décision définitive et l'agence devra défendre sa décision devant les tribunaux fédéraux.

12. Le CES 2023 offre des perspectives sur la politique numérique américaine

Lors du CES 2023, à Las Vegas, un panel rassemblant les sénateurs Jacky Rosen (D-Nev.), Ben Ray Lujan (D-N.M.) et Mark Warner (D-Va.) a mis en avant les priorités du Sénat pour 2023 en matière technologique. Le panel a ainsi fait état de réflexions sur des sujets tels que la cybersécurité, l'accès au haut débit en milieu rural, l'éducation STEM ou la compétition technologique avec la

Chine. Cependant, l'échec du Congrès à adopter de nouvelles lois sur nombre de ces sujets a également été souligné, particulièrement l'absence de réforme de la section 230 du *Communication Decency Act*, relative à la modération des contenus des plateformes de réseaux sociaux, ou encore la protection des données personnelles et l'antitrust numérique.

Un deuxième panel, consistant en des entretiens successifs avec une commissaire de la FTC et deux commissaires de la FCC, a quant à lui permis de mettre en avant les priorités de l'Administration Biden en matière d'antitrust et de protection des données personnelles, ainsi que de télécommunications. La Commissaire Rebecca Slaughter de la FTC a mis en avant le travail de l'agence (i) sur la protection des données personnelles, (ii) sur la récente déclaration de politique de la FTC sur les méthodes de concurrence déloyales, (iii) sur les clauses de non-concurrence dans les contrats des employés du secteur de la tech (cf. brève ci-contre) et (iv) sur le problème du manque de ressources de la FTC. Le commissaire Geoffrey Starks a rappelé quant à lui l'importance du programme de connectivité abordable de la FCC, qui permet aux communautés éligibles de recevoir une subvention pour leur accès à l'internet haut débit.

Un troisième panel sur les questions d'antitrust a mis en lumière un débat relatif à la politique actuelle de l'administration vis-à-vis des Big Tech. La représentante d'Engine, une association défendant des politiques publiques en faveur de la croissance des startups technologiques, a estimé que les discussions antitrust centrées sur le pouvoir de marché des grandes entreprises numériques n'aident pas les startups à innover ou à prospérer. Ainsi, elle soutenait que les startups, particulièrement celles situées en dehors de la Silicon Valley et de New York, ont besoin de se faire acquérir car elles ont beaucoup moins de chance d'entrer en bourse. Cette opinion n'était pas partagée par les défenseurs d'une politique antitrust volontariste sur les marchés numériques, qui estiment que les acquisitions tueuses par les grandes entreprises du numériques empêchent l'innovation disruptive de prospérer.

13. Les écoles publiques de Seattle entament une action en justice contre les Big Tech, accusés d'être responsable des dommages psychologiques causés par les médias sociaux aux élèves

Le district scolaire public de Seattle a déposé une [plainte](#) auprès du tribunal de district des États-Unis contre Alphabet, Meta, Snap et ByteDance, accusés

d'avoir délibérément conçu leurs produits pour attirer les jeunes vers leurs plateformes et d'être responsables d'une aggravation de la santé mentale des élèves affectant directement la capacité des écoles à mener à bien leur mission éducative. Si certaines des entreprises de la Tech comme Meta ont déjà renforcé leurs dispositifs de sécurité pour les adolescents, notamment à travers le déploiement du contrôle parental, cela est jugé insuffisant pour ces écoles. Selon Brent Jones, le surintendant des écoles publiques de Seattle, « notre obligation est de créer les conditions pour que les élèves s'épanouissent et aient des expériences d'apprentissage de haute qualité. [...] Le préjudice causé par ces entreprises va à l'encontre de cela ». La requête demande la condamnation de leurs pratiques nuisibles à l'ordre public, la cessation de tels agissements, leur condamnation à verser une somme équitable à un fonds de prévention et de traitement de leurs méfaits et l'octroi de dommages et intérêts en réparation des préjudices causés.

Brèves

- Le 10 janvier, la Chambre des Représentants, contrôlée par les Républicains, a [approuvé](#) la mise en place d'un « *Select Subcommittee on the Weaponization of the Federal Government* », qui aura notamment pour objectif d'étudier les communications entre les grandes entreprises technologiques et l'exécutif fédéral, afin de mettre au jour des pressions alléguées du gouvernement qui auraient pu entraîner la censure ou le harcèlement des conservateurs sur les plateformes de réseaux sociaux.
- Le 10 janvier, Meta a [annoncé](#) qu'à partir de février, les annonceurs ne pourront plus cibler les utilisateurs adolescents de Facebook et d'Instagram en fonction de leur genre ou de leur activité sur ces plateformes. Dans le cadre de cette nouvelle politique, qui fait suite aux modifications précédentes qui supprimaient la possibilité de cibler les jeunes utilisateurs en fonction de leur activité sur d'autres applications et sites Web, les annonceurs sur les plateformes de Meta ne pourront cibler leurs publicités vers les utilisateurs adolescents qu'en fonction de leur âge et de leur emplacement.
- Le 5 janvier, la *Federal Trade Commission* a [proposé](#) une nouvelle règle qui interdirait aux employeurs d'imposer une clause de non-concurrence à leurs travailleurs, une pratique répandue dans le secteur numérique qui, selon la FTC, tire les salaires vers le bas, entrave l'innovation et empêche les entrepreneurs de

créer de nouvelles entreprises. En mettant fin à cette pratique, l'agence estime que la masse salariale pourrait augmenter de près de 300 Md\$ par an et que les opportunités de carrière pour environ 30 millions d'Américains seraient élargies. La FTC sollicite les commentaires du public sur cette nouvelle règle.

- Microsoft et OpenAI préparent une version du moteur de recherche Bing qui intégrera la technologie utilisée par le chatbot d'intelligence artificielle ChatGPT développé par OpenAI pour fournir des réponses plus intelligentes aux questions et aux requêtes de recherche. La fonctionnalité pourrait être lancée dès mars. Par ailleurs, Microsoft teste des moyens d'intégrer la même technologie dans ses applications Word, PowerPoint et Outlook pour améliorer les fonctionnalités d'écriture suggérées. Microsoft a une relation profonde avec OpenAI et serait actuellement en pourparlers pour investir 10 Md\$ dans l'entreprise. Le financement, qui comprendrait

également des sociétés de capital-risque, valoriserait OpenAI à 29 Md\$.

- Les détails de 235 millions de comptes Twitter, y compris les adresses e-mail associées aux comptes, ont été publiés sur un forum de piratage. Les experts avertissent que les données – qui auraient été compilées en 2021 grâce à une vulnérabilité qui permettait de trouver des comptes Twitter avec une adresse e-mail ou un numéro de téléphone liés aux comptes des utilisateurs – pourraient lier des comptes anonymes à leurs identités réelles et pourraient conduire à une série de tentatives de piratage de compte.
- Amazon a licencié plus de 18 000 employés, soit près du double des 10 000 licenciements initialement annoncés par l'entreprise à la fin de l'année dernière. Les licenciements affecteront principalement les employés qui travaillent dans les bureaux d'Amazon. Ils réduiront l'effectif global de l'entreprise de 1,2 %.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.